

une déclaration qui vaut d'être lue, à mon avis:

M. Davie Fulton a proposé, lundi, que le Canada accepte sans restriction les réfugiés hongrois qui fuient les massacres soviétiques.

Le député conservateur de Kamloops (Colombie-Britannique), candidat à la direction nationale du parti conservateur,...

C'est le journal qui le dit; autrement, je n'en aurais pas parlé.

...a déclaré que c'est le moins que le Canada puisse faire.

L'hon. M. Hees: Avez-vous quelque chose à vendre, Jack?

L'hon. M. Pickersgill: Je voudrais que l'honorable député de Broadview réponde aux questions que lui posent d'autres membres de la Chambre, au lieu d'interrompre les députés qui prononcent leur premier discours.

L'hon. M. Hees: Est-ce votre premier discours? Ça n'est pas riche.

L'hon. M. Pickersgill: Mon honorable ami d'Essex-Est a dit que le ministre des Finances avait donné instruction au ministre des Transports de ne pas répondre aux questions. Je prononce ici mon premier discours à titre de simple membre de l'opposition; si je le fais avec trop de sérieux, je m'en excuse auprès de la Chambre.

Une voix: Vous tremblez.

L'hon. M. Pickersgill: Je suis très nerveux, je le reconnais. Il est peut-être téméraire pour un novice de donner des conseils à un homme politique averti comme l'honorable député de Kamloops, mais je persiste à croire qu'il convient de consigner au hansard ces paroles que j'extraits d'un article du *Journal d'Ottawa*, numéro du 6 novembre, car on peut mettre ces paroles en regard de ce que l'honorable député a fait plus tard.

Si on leur offre un asile immédiat au Canada, les autres nations libres seront amenées à suivre cet exemple, a-t-il ajouté dans une déclaration communiquée à la fois à Ottawa et à Kamloops.

Nous approuvons tous de tout cœur la résolution de l'Assemblée des Nations Unies condamnant les derniers massacres soviétiques. Mais il importe que les nations libres prouvent par des actes à ceux qui risquent leur vie pour la liberté que notre appui va plus loin que l'adoption de résolutions. A mon avis, le Canada devrait donner asile, immédiatement et sans condition, à tous les Hongrois qui, par suite de leur lutte pour la cause de la liberté, sont maintenant devenus des réfugiés sans foyer. De fait, c'est pour nous aussi qu'ils menaient la lutte.

Ce sont des paroles passablement éloquentes. Je reprends cette brève déclaration:

Nous ne pouvons guère agir par intervention directe et la tâche de ceux qui cherchent à libérer leur pays du joug communiste doit leur paraître à peu près impossible quand ils constatent combien sont éloignées les perspectives d'une aide immédiate.

[L'hon. M. Pickersgill.]

Permettez-moi de répéter une des phrases que je viens de lire:

A mon avis, le Canada devrait donner asile, immédiatement et sans condition, à tous les Hongrois qui, par suite de leur lutte pour la cause de la liberté, sont maintenant devenus des réfugiés sans foyer.

Voilà comment s'exprimait celui dont la première décision, en dehors de la besogne courante, à titre de ministre de la Couronne, a été de fermer la porte au nez à ces réfugiés hongrois.

M. Cameron: Ce n'est pas sans une certaine crainte que je prends part à cette discussion qui, dans une large mesure, ressemble à une querelle de famille entre les ardents partisans du Gouvernement qui siègent de l'autre côté de la Chambre et les représentants non moins ardents qui siègent de ce côté-ci. On nous pardonnera, nous qui formons le seul parti d'opposition, de sourire un peu devant le spectacle que nous offrent les embarras de l'ancien régime. Ils devraient commencer par se rappeler que, comme le vieux marin du poème de Coleridge, l'albatros de leurs méfaits passés leur pend toujours au cou.

Quoi qu'il en soit, les gouvernements ne durent qu'un temps, mais nos commettants ont encore beaucoup de problèmes urgents à régler. C'est de ces problèmes, qui intéressent mes commettants, que je veux parler maintenant.

J'ai constaté avec la plus grande satisfaction qu'un de mes amis de la Colombie-Britannique avait été appelé à occuper le poste de ministre des Travaux publics. La question que je veux soulever maintenant relève de son ministère; c'est un problème dont il nous a toujours été très difficile de bien faire comprendre l'importance à ceux qui ont détenu ce poste jusqu'ici. Je veux parler de la très grave situation qui existe en ce moment sur le littoral du Pacifique pour ce qui est de l'aménagement de ports pour petits navires sur l'île Vancouver et la partie continentale voisine. J'ai l'impression que les anciens ministres, qui n'avaient pas l'avantage d'être originaires du littoral du Pacifique, s'imaginaient, en regardant la carte, qu'il se trouve un nombre illimité de ports sûrs le long de ce littoral très accidenté. Cependant, ceux qui sont au courant des faits savent qu'il n'en est rien et que le nombre des ports où les petits navires peuvent aborder en sécurité par tout temps est extrêmement limité.

Le problème devient très aigu par suite d'un fait nouveau, qui se manifeste également, je suppose, sur le littoral de l'Atlantique, à savoir l'augmentation énorme du